

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 1 (1994)
Heft: 1

Buchbesprechung: Quand l'opium finançait la colonisation en indochine : l'élaboration de la régie générale de l'opium (1860 à 1914) [Chantal Descours-Gatin]

Autor: David, Thomas

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

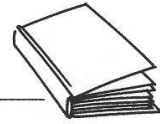
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Abstinenzbewegung dann aber unter deutschsprachigen Protestanten den stärksten Rückhalt fand. Frauen spielten eine wichtige Rolle in diesen Bewegungen, was in verschiedenen Artikeln thematisiert wird. Aus der traditionellen Kneipe als Brennpunkt eines männlich bestimmten Trinkverhaltens (und der damit verbundenen politischen Kultur der Arbeiterbewegung) blieben Frauen weitgehend ausgeschlossen. Gerade was die Berührungspunkte von Geschlechterverhältnis und Trinkverhalten betrifft, hat die Forschung allerdings inzwischen einiges mehr an Ertrag erbracht, als in den verspätet veröffentlichten Beiträgen der Tagung von 1984 sichtbar wird.

Mario König (Zürich)

CHANTAL DESCOURS-GATIN
QUAND L'OPIUM FINANÇAIT LA
COLONISATION EN INDOCHINE
L'ÉLABORATION DE LA RÉGIE
GÉNÉRALE DE L'OPIUM (1860 À 1914)

L'HARMATTAN, PARIS 1992, 292 P. FR. 51.50

L'opium a marqué les relations entre l'Europe et l'Extrême-Orient au XIX^e siècle. Qu'on se souvienne de la guerre de l'Opium opposant Chinois et Britanniques entre 1840 et 1842 et qui fut le prélude de l'ouverture de la Chine aux intérêts européens. Le livre de C. Descours-Gatin nous rappelle que cette drogue joua également un rôle important dans la colonisation française en Indochine.

Dès la conquête de la Cochinchine au début des années 1860, les administrateurs français furent en effet confrontés au problème de la gestion financière de ce territoire. Dans la mesure où la métropole, pour des raisons de politique intérieure, était peu disposée à aider financièrement la nouvelle colonie et que les impôts directs avaient vite atteint un niveau maximum, il s'avéra que le monopole de l'opium

représentait la principale source de revenus. Ce système existait déjà dans certaines régions de l'Asie du Sud-est, mais l'administration française allait progressivement le perfectionner.

Dans un premier temps, l'opium, consommé principalement par la population chinoise, fut affermé à des Français, puis à des Chinois. Mais, dès le moment où les institutions de la colonie se stabilisèrent et que la présence française se renforça, la ferme fut remplacée en 1882 par une régie: l'exploitation de l'opium était désormais entièrement aux mains de l'Etat colonial. En revanche, dans les autres territoires de l'Indochine française, l'affermage fut parfois conservé pour tenir compte des particularités régionales.

Sous le gouvernement général de Paul Doumer (1897–1902), dans le cadre de la réorganisation administrative et financière visant à l'unification des territoires de la péninsule indochinoise, on assista à une centralisation de l'exploitation de l'opium, avec la création en 1899 de la Régie générale. Cette institution fut désormais seule habilitée à détenir le monopole de cette drogue sur l'ensemble de la colonie. L'impôt sur l'opium contribua alors en grande partie à l'établissement de la société coloniale et au financement de ces réformes: entre 1899 et 1916, il représenta en moyenne 20% des recettes du Budget général.

Pourtant, au moment où la Régie générale commençait à rapporter d'importants revenus, cette institution fut mise en cause par les campagnes internationales contre cette drogue menées au début du XX^e siècle. Dès lors, la politique française en Indochine fut confrontée à une importante contradiction: fallait-il appliquer les recommandations émises lors des réunions internationales et supprimer la Régie ou continuer à accroître la consommation d'opium afin d'équilibrer le budget de la colonie? Le fait qu'il fallut

attendre 1915–1916 pour que de réelles mesures soient prises contre son usage illustre clairement les hésitations françaises.

L'un des mérites de cet ouvrage est de mettre en lumière un nouveau pan de l'impérialisme français, soit le financement de la politique coloniale en Indochine par le biais du monopole de l'opium. On peut toutefois regretter que cette étude se soit focalisée sur l'attitude des autorités coloniales et qu'elle ait quelque peu négligé deux autres acteurs: l'administration métropolitaine et surtout la population indigène. La Régie générale, symbole de l'oppression coloniale, fut en effet, selon l'auteur, un des éléments catalyseurs du mouvement national vietnamien au XXe siècle. On aurait aimé que les réactions indigènes vis-à-vis de cette institution fassent l'objet d'un plus ample développement. Néanmoins, au moment où les autorités politiques et les mass media occidentaux dénoncent le rôle de certains gouvernements ou mouvements de libération nationale d'Asie du Sud-est dans l'irruption de l'héroïne sur les marchés européens, cet ouvrage arrive à point nommé pour nous rappeler de quelle manière l'opium permit aux puissances occidentales de maintenir et de renforcer leur présence dans cette région au siècle passé.

Thomas David (Genève)

ALAIN HERTOGE, ALAIN
LABROUSSE

**DIE KOKSGUERILLA
DER LEUCHTENDE PFAD IN PERU**

ROTBUCHVERLAG, BERLIN 1990 (FRZ. ORIGINAL 1989),
240 S., DM 32.–

Die beiden französischen Journalisten Alain Labrousse und Alain Hertoghe versuchen anhand der Geschichte der peruanischen Guerilla Sendero Luminoso/Leuchtender Pfad eine Erklärung zu geben für deren taktisches Zusammengehen mit den kolumbianischen Kokainkartellen und den Kokabauern im von den Anden zum Amazonas abfallenden Gebiet des nördlichen Peru. Dieses Gebiet wurde in den letzten zwanzig Jahren zum weltweit bedeutendsten Anbau- und Verarbeitungsgebiet von Kokablättern. Es geriet durch das Zusammengehen der Guerilla mit den kolumbianischen Rauschgifthändlern zwischen 1983 und 1987 in den Einflussbereich des Sendero, der dort eine sog. befreite Zone einrichtete. Hertoghe/Labrousse beschreiben, wie dabei paradoxerweise der peruanische Staat und die Drogenbekämpfungsbehörde der USA zu wichtigen Verbündeten wurden.

Ein staatliches Programm während der ersten Präsidentschaft Belaunde Terrys (1963–1968) bot vielen Andenbauern Anreiz, ins Amazonasgebiet umzusiedeln. Dabei wurden alte autarke Wirtschaftsweisen aufgebrochen und durch die exportorientierte Produktion von Kakao, Kaffee, Mais und Reis verdrängt. Zu Beginn der siebziger Jahre wurde dieser Region die staatliche Unterstützung jedoch entzogen. Gleichzeitig fielen die Weltmarktpreise der dort angebauten Produkte. In dieser existenzbedrohenden Situation waren die kolumbianischen Kokainhändler willkommen, die für die expandierenden Kokainmärkte in Europa und den USA neue Anbaugelände erschlossen. Die Umstellung auf exportorientierten Kokaanbau brachte den